

Unité départementale du Val-de-Marne  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 18 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCUC CHAUFFERIE DU PALAIS F**

1 RUE DES ARCHIVES  
94000 Créteil

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2026/AE/N°077  
Code AIOT : 0006506494

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement SCUC CHAUFFERIE DU PALAIS F implanté RN 186 ROUTE DE CHOISY 94000 Créteil. L'inspection a été annoncée le 26/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre d'une action coup de poing 2026 relatif au récolement des arrêtés préfectoraux de mise en demeure (APMED) et le suivi des sanctions, il a été réalisé une visite de l'établissement SCUC PALAIS F afin de vérifier la remise en conformité de l'installation suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/02596 du 25 juillet 2024, à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/03853 du 25/09/2025 ainsi que de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°2025/03854 du 25/09/2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCUC CHAUFFERIE DU PALAIS F
- RN 186 ROUTE DE CHOISY 94000 Créteil
- Code AIOT : 0006506494

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCUC - Palais située à Route de Choisy RN 186 à Créteil, (coordonnées GPS 48.785659, 2.448131) est constituée de cinq chaudières qui permettent l'alimentation en eau chaude sanitaire et en chauffage pour la ville de Créteil. En fonctionnement normal, cette chaufferie utilise la chaleur transmise par VALO'MARNE. Elle redistribue la chaleur issue du fonctionnement de cet incinérateur vers les chaufferies exploitées par la SCUC (A Nord, BD, C et E).

La puissance thermique totale de la chaudière est de 37,3 MW. Les caractéristiques techniques des chaudières sont stipulées ci-dessous :

- Chaudière n°1 identifiée sous le n°23-6986, de type GLOBAL NO 11, de marque DANSTOKER fabriquée en 2003 et fonctionnant au gaz. Sa puissance thermique maximale est de 7,6 MW.
- Chaudière n°2 identifiée sous le n°Z271606022, de type D6905, de marque GUILLOT fabriquée en 2006 et fonctionnant au gaz. Sa puissance thermique maximale est de 7,6 MW.
- Chaudière n°3 identifiée sous le n°Z132805901, de type D6905, de marque GUILLOT fabriquée en 2008 et fonctionnant au gaz. Sa puissance thermique maximale est de 7,6 MW.
- Chaudière n°4 de type TOTAL TUB, de marque GUILLOT, fabriquée en 2008 et fonctionnant au gaz. Sa puissance thermique maximale est de 6,96 MW.
- Chaudière n°5 identifiée sous le n°71210281, de type T6000, de marque GUILLOT fabriquée en 1969 et ayant un fonctionnement mixte gaz / fioul. Sa puissance thermique maximale est de 6000Th/H soit 7,6 MW.

Sur le site se trouvent également trois cuves de fioul enterrées de volume individuel de 100000L (100 m<sup>3</sup>), en doubles enveloppes et reliées à des détecteurs de fuites. Il existe également deux autres cuves de contenance de 100000L (100 m<sup>3</sup>) chacune mais elles ont été neutralisées.

La société SCUC Palais F relève des rubriques suivantes au titre de la nomenclature des installations classées : 2910-A-1 [E] et 4734-1-c [DC].

Les installations sont réglementées notamment par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n°92/1967 du 28 avril 1992 portant réglementation complémentaire de la chaufferie des quartiers F et G exploitées par la SA MONTENAY et la SEMAEC (Ville de Créteil) route de Choisy – RN 186 à Créteil
- l'arrêté préfectoral n°97/1962 complémentaire du 12 juin 1997 requis pour l'exploitation des activités de production et distribution de vapeur et d'air conditionné (chaufferie).
- l'arrêté préfectoral n°97/1962 complémentaire du 12 juin 1997 requis pour l'exploitation des activités de production et distribution de vapeur et d'air conditionné (chaufferie).
- l'arrêté préfectoral n°2007/3891 du 05 octobre 2007 portant réglementation complémentaire pour les installations classées pour la protection de l'environnement - Rejets atmosphériques de l'installation de combustion Chaufferie du Palais F et G » exploitées par la « SCUC » à Créteil, route de Choisy, R.N. 186
- l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- l'arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure et à sanction:
- Arrêté préfectoral n°2024/02596 du 25 juillet 2024 portant la mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement à l'encontre la société SCUC Chaufferie du Palais F, sise Route de Choisy à CRETEIL (94000)
- Arrêté préfectoral n°2025/03854 du 25 septembre 2025 instituant une astreinte administrative à l'encontre de la société SCUC Chaufferie du Palais F, sise Route de Choisy à CRETEIL (94000), jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2024/02596 du 25 juillet 2024
- Arrêté préfectoral n°2025/03853 du 25 septembre portant la mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement à l'encontre la société SCUC Chaufferie du Palais F, sise Route de Choisy à CRETEIL (94000)

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR – 2

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des accidents et des pollutions - Rétention	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29, point V	/	Astreinte	6 mois
5	Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78	Avec suites, Astreinte	Attente des justificatifs nécessaires au recouvrement de l'astreinte	1 mois
6	Assurance qualité mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	Avec suites, Astreinte	Attente des justificatifs nécessaires au recouvrement de l'astreinte	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des accidents et des pollutions - Rétention	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29, point I	Avec suites, Mise en demeure	La mise en demeure a été suivie d'effets
3	Dispositions d'exploitation - Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 40	Avec suites, Mise en demeure	Suites abandonnées
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Avec suites, Astreinte	L'astreinte a été suivie d'effets avant sursis à exécution

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats effectués relatifs à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/03853 du 25 septembre 2025 sont les suivants :

- Article 1 : L'exploitant a mis en place des contenants avec bacs de rétention pour les produits corrosifs (point I de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018) ;
- Article 2 : L'exploitant n'a pas encore mis en place de dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie, les travaux étant prévus au cours de l'été 2026 (point V de l'article 29 de l'arrêté ministériel susvisé) ;
- Article 3 : L'exploitant n'a pas de plan de réseau des eaux en raison de l'ancienneté de l'installation. S'il devait y avoir un plan, cela concernerait le réseau des eaux domestiques. En l'absence de risques sanitaires et environnementaux majeurs, il est proposé que l'article 3 de la mise en demeure susvisée soit abandonné (article 40 de l'arrêté ministériel susvisée) ;

Considérant que l'exploitant ne s'est pas mis en conformité à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025/03853 du 25 septembre 2025, et conformément à l'article L.171-8.II du code de l'environnement, l'inspection propose à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de sanction instituant une astreinte journalière.

Les constats effectués relatifs à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/02596 du 25 juillet 2024 et donc à l'arrêté préfectoral portant astreinte administrative n°2025/03853 sont les suivants :

- La clôture a été mise en place dans le délai sursis avant exécution (article 30 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018) ;
- La baie d'analyse a subi des dommages au cours de sa mise en service, décalant la date de réalisation du contrôle QAL 2. Il est attendu les justificatifs nécessaires afin de pouvoir procéder au recouvrement de la liquidation au jour de la remise en conformité (articles 78 et 83 de l'arrêté ministériel susvisé).

Par conséquent, l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/02596 du 25 juillet 2024 et donc l'arrêté préfectoral portant astreinte administrative n°2025/03853 sont maintenues pour les points concernés, dans l'attente des justificatifs nécessaires permettant le recouvrement de la liquidation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions - Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29, point I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions - Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>I.</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les capacités intermédiaires de combustibles liquides alimentant les appareils de combustion sont munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent article. Leur capacité est limitée au besoin de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  <b>Pour rappel, la transmission de l'audit de conformité avait permis de constater le respect de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 au cours de l'inspection du 29 janvier 2025 (point de contrôle initialement réalisé durant l'inspection du 14/03/2024). Cependant, compte-tenu des actions restant à mettre en œuvre mentionnées dans cet audit de conformité, il a été pris à l'encontre de l'exploitant l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/03853 du 25 septembre 2025. L'exploitant devait mettre sur rétention deux fûts en plastique de 1000L contenant des agents chimiques corrosifs, prescription qui est décrite à l'article 29-I de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 et qui fait l'objet de ce point de contrôle.</b>  Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté la mise en place de contenants de marque VARIBOX avec bacs de rétention pour les agents chimiques corrosifs.  L'exploitant est maintenant conforme au point I de l'article 29 de l'arrêté ministériel susvisé. L'article 1 de la mise en demeure n°2025/03853 a été suivi d'effets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Respect de mise en demeure

### N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions - Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29, point V
--

**Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions - Rétention**

**Prescription contrôlée :**

**V.** Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

**Constats :**

**Pour rappel, la transmission de l'audit de conformité avait permis de constater le respect de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 au cours de l'inspection du 29 janvier 2025 (point de contrôle initialement réalisé durant l'inspection du 14/03/2024). Cependant, compte-tenu des actions restant à mettre en œuvre mentionnées dans cet audit de conformité, il a été pris à l'encontre de l'exploitant l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/03853 du 25 septembre 2025. L'exploitant devait mettre en œuvre un dispositif de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie, prescription qui est décrite à l'article 29-V de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 et qui fait l'objet de ce point de contrôle.**

Au cours de la visite d'inspection, il a été vu le D9 (dimensionnement des besoins en eau en cas d'incendie) ainsi que le D9A (dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction).

L'exploitant précise être en attente d'un bon de commande pour la réalisation de travaux courant été 2026 afin de mettre en place ce dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie. Ce dernier sera situé au sous-sol de la chaufferie.

L'exploitant est donc à ce jour, non-conforme au point V de l'article 29 de l'arrêté ministériel susvisé. L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/03853 du 25 septembre 2025 n'a pas été suivi d'effets suffisants pour justifier un retour à la conformité.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit communiquer le D9 et le D9A vus en inspection. Il doit également procéder à la réalisation des travaux permettant la mise en place d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie, conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/03853 du 25 septembre 2025
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 3 : Dispositions d'exploitation - Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions d'exploitation - Collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.
<b>Constats :</b>  <p>Pour rappel, la transmission de l'audit de conformité avait permis de constater le respect de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 au cours de l'inspection du 29 janvier 2025 (point de contrôle initialement réalisé durant l'inspection du 14/03/2024). Cependant, compte-tenu des actions restant à mettre en œuvre mentionnées dans cet audit de conformité, il a été pris à l'encontre de l'exploitant l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/03853 du 25 septembre 2025. L'exploitant devait communiquer son plan de réseau des eaux, prescription qui est décrite à l'article 40 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 et qui fait l'objet de ce point de contrôle.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a mentionné qu'en raison de l'ancienneté de l'installation, il n'avait pas de plan de réseau des eaux. Selon les informations communiquées, il n'y aurait qu'un réseau des eaux domestiques.</p> <p>Le plan de réseau des eaux à produire concernerait strictement l'usage domestique. Il n'apparaît donc pas pertinent de proposer une sanction administrative à l'exploitant compte tenu de l'absence de risques sanitaires et environnementaux majeurs à l'absence d'un plan de réseau des eaux domestiques. L'article 3 de l'arrêté de mise en demeure n°2025/03853 devient donc caduc.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Abandon des suites

#### N°4: Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection



**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 04/10/2025

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.  
Une clôture ou un mur d'une hauteur minimale de 2 mètres entoure l'installation ou l'établissement.

**Constats :**

Pour rappel, il a été pris à l'encontre de l'exploitant l'arrêté préfectoral n°2024/02596 du 25/07/2024 de mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement pour défaut de sécurisation de son installation au titre de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 susvisé. En l'absence d'action effectuée par l'exploitant au cours de l'inspection du 29 janvier 2025, il a été donc été pris à l'encontre de celui-ci, l'arrêté préfectoral n°2025/03854 du 25/09/2025 portant sanction administrative de type astreinte journalière.

L'exploitant a transmis par courriel du 13 octobre 2025, ses réponses à l'arrêté préfectoral d'astreinte n°2025/03854 du 25/09/2025.

Il précise que la clôture a été mise en place dans le délai sursis avant exécution de l'astreinte dont l'échéance concourait jusqu'au 04 octobre 2025. Il a transmis comme pièces justificatives le devis n°30216 du 03 février 2025, le bon de commande N°BC1870181 du 22 août 2025 ainsi que les photos des clôtures installées en date du 1<sup>er</sup> octobre 2025.

Lors de l'inspection du 11 février 2026, il a été constaté que la clôture a bien été installée au périmètre des fûts de fioul enterrés ainsi qu'au niveau des zones les plus à risques, c'est-à-dire au niveau des baies vitrées comme cela avait été demandé par l'inspection.

L'exploitant est maintenant conforme à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 susvisé. L'exploitant ayant procédé aux actions nécessaires dans le délai sursis avant exécution de l'astreinte, il n'est donc pas nécessaire de procéder au recouvrement de l'astreinte concernant ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** L'astreinte a été suivie d'effets avant sursis à exécution

**N° 5 :** Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/07/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW la concentration en SO<sub>2</sub>, en NO<sub>x</sub>, en poussières et en CO dans les gaz résiduaire est mesurée en continu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, il a été pris à l'encontre de l'exploitant l'arrêté préfectoral n°2024/02596 du 25/07/2024 de mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement pour défaut de surveillance des paramètres devant être mesurés en continu au titre de l'article 78 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 susvisé. En l'absence d'action effectuée par l'exploitant au cours de l'inspection du 29 janvier 2025, il a été donc été pris à l'encontre de l'exploitant l'arrêté préfectoral n°2025/03854 du 25/09/2025 portant sanction administrative de type astreinte journalière.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 13 octobre 2025, ses réponses à l'arrêté préfectoral d'astreinte n°2025/03854 du 25/09/2025. Le bon de commande n°BC1804240 de la baie d'analyse a été passé en date du 30 juin 2025.</p> <p>Au cours de l'inspection du 11 février 2026, il a été vu la baie d'analyse qui a été installée suivant les informations communiquées par courriel le 18 novembre 2025. Toutefois, un défaut de la qualité de l'électricité a engendré des dommages sur les deux groupes froids de la baie d'analyse provoquant donc son arrêt le 16 décembre 2025. Un transformateur électrique a été installé pour pallier à ce défaut de qualité. Dans l'attente de remplacement des groupes froids par le constructeur, la baie d'analyse était à l'arrêt pendant l'inspection.</p> <p>L'exploitant a informé par courriel du 18 février 2026 que la baie était de nouveau opérationnelle depuis le 13 février 2026. L'inspection rappelle que l'interprétation des mesures en continu ne pourra se faire qu'après la réalisation du QAL 2. .</p> <p>L'inspection est en attente du rapport d'installation de la baie d'analyse ainsi que du rapport d'intervention relatif au remplacement des deux groupes froids afin de pouvoir procéder au recouvrement de la liquidation au jour de la remise en conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection le rapport d'installation de la baie d'analyse ainsi que du rapport d'intervention relatif au remplacement des deux groupes froids.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Attente des justificatifs nécessaires au recouvrement de la liquidation complète</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 6 : Assurance qualité mesure en continu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Qualité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 29/01/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/01/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Pour rappel, il a été pris à l'encontre de l'exploitant l'arrêté préfectoral n°2024/02596 du 25/07/2024 de mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement pour défaut de mise en œuvre des procédures d'assurance qualité au titre de l'article 83 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 susvisé. En l'absence d'action effectuée par l'exploitant au cours de l'inspection du 29 janvier 2025, il a été donc été pris à l'encontre de l'exploitant l'arrêté préfectoral n°2025/03854 du 25/09/2025 portant sanction administrative de type astreinte journalière.</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 13 octobre 2025, ses réponses à l'arrêté préfectoral d'astreinte n°2025/03854 du 25/09/2025. Le bon de commande N°BC193586 relatif à la réalisation de la QAL 2 a été passé en date du 09 octobre 2025. L'exploitant précise qu'à l'issue de la mise en place de la baie analyse, la QAL 1 sera transmise par le constructeur tandis que la QAL 2 a été programmée sur la semaine du 17 novembre 2025.</p> <p>Comme mentionné dans le constat précédent, la baie d'analyse a été à l'arrêt suivant les informations communiquées par courriel du 16 décembre 2025 au 12 février 2026 inclus en raison de la mauvaise qualité de l'électricité qui a provoqué des dommages au niveau des groupes froids. Par conséquent, le contrôle QAL 2 n'a pas pu être réalisé dans les temps.</p> <p>Au cours de l'inspection du 11 février 2026, l'exploitant précise que le bon de commande pour la réalisation du QAL 2 est toujours valide. Par courriel du 18 février 2026, l'intervention du</p>

prestataire BUREAU VERITAS pour la réalisation du QAL 2 est prévue du 23 mars au 27 mars. L'exploitant a également transmis le contrôle QAL 1.

L'exploitant est donc à ce jour toujours non-conforme à l'article 83 de l'arrêté ministériel susvisé. L'inspection est en attente du rapport de contrôle QAL 2 afin de pouvoir procéder au recouvrement de la liquidation au jour de la remise en conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit communiquer à l'inspection dès leur réception le rapport de contrôle QAL 2 conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2024/02596 du 25/07/2024 de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Attente des justificatifs nécessaires au recouvrement de la liquidation complète

**Proposition de délais :** 2 mois